Zeitschrift: Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance

nationale des sociétés féminines suisses

Herausgeber: Alliance nationale de sociétés féminines suisses

Band: 26 (1938)

Heft: 534

Artikel: Le suffrage féminin dans le canton de Neuchâtel

Autor: E.Gd.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-263169

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 28.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

2 2 NOV. 1938



ivement Femin

DIRECTION ET RÉDACTION Mⁿ* Emilie GOURD, 17, rue Töpffe

ADMINISTRATION

Mº Renée BERGUER, 7, route de Chêne Compte de Chèques postaux I. 943

Organe officiel des publications de l'Alliance nationale de Sociétés féminines suisses

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs

ABONNEMENTS SUISSE.... Fr. 6.— ÉTRANGER. > 8.—

ents partent du 1er janvier. A partir de Juillet, il est ements de 6 mois (3 fr.) valables pour le semestre de

ANNONCES

Vaillance: Toujours surchargés, jamais écrasés; tourmentés, jamais désespérés; persécutés, jamais vaincus; jetés à terre, jamais morts.

Le suffrage féminin dans le canton de Neuchâtel

L'Association cantonale neuchâteloise pour suffrage féminin vient d'adresser au Conseil d'Etat la requête suivante:

Neuchâtel, octobre 1938. Au Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel.

Monsieur le président, Messieurs les conseillers d'Etat.

L'Association cantonale neuchâteloise pour le suffrage féminin a décidé de demander le droit de vote communal et celui d'étigibilité en faveur

des femmes. Il est superflut, sans doute. Messieurs les con-

de seillers d'Etat, de motiver ici longuement notre demande. Nous nous permettons cependant de vous rappeler que nos revendications datent de très longiemps, qu'elles ont fait l'objet, il y a quelques années, d'une pétition imposante par le nombre de signatures recueillies. Si la votation populaire ne nous a pas donné satisfaction, nous avons des raisons de croire que les très graves événements survenus dès lors dans le monde et notre pays ont modifié en notre faveur l'opinion publique. De plus, la modestie de notre reven-dication présente est bien propre à rassurer ceux qui craindraient une expérience de grande envergure, telle que l'ont tentée pour leur plus grand bien les Pays scandinaves, l'Angleterre et d'autres

Dans l'état économique si difficile où il se Bans veux economique si aiffice du li se frouve, le pays ne peut laisser, sans dommage, une partie importante de la population éloignée de la vie nationale. Les femmes consentent à tous les sacrifices qu'exige l'heure présente, elles de-mandent donc avec insistance le droit de se pro-noncer dans les questions qui les touchent direc-tement dans le domaine de la commune tout au

Nous vous prions, Monsieur le président et Messieurs les conseillers d'Etat, de nous accorder la faveur de votre haut appui et de vouloir bien proposer au Grand Conseil la révision de la loi sur les communes.

Tit. II, chap. 1, art. 18:

- a) Tous Suisses âgés de 20 ans révolus et domi-ciliés depuis trois mois dans le ressort communal.
- b) Les étrangers du même âge qui sont domiciliés consécutivement depuis plus de cinq ans dans
- le canton et depuis un an dans la localité.
 c) Les femmes dans les mêmes conditions d'âge et de domicile dans les communes où les électeurs désignés sous «titre» a ou b leur ont conféré cette qualité par un scrutin communal, consécutif à une initiative ou un référendum.

Veuillez agréer, Monsieur le président et Messieurs les conseillers d'Etat, l'expression de notre respectueuse considération.

Association cantonale neuchâteloise pour le suffrage féminin.

La présidente : E. Porret. La Secrétaire : M. Breting.

Nous tenons à dire ici à nos amies suffra-Nous tenous a dire ici a nos ammes suffra-gistes neuchâteloises toutes nos felicitations pour leur geste courageux, et tous nos vœux de succès. Car, bien que la Suisse Libérale, qui publie en première page le texte de cette lettre (ce qui est significatif) l'accompagne de commentaires antisuffragistes d'une remarquacommentaires antisuffragistes d'une remarquia-ble pauvreté d'arguments; bien que la seule réaction du Conseil d'Etat ait été jusqu'à pré-sent un accusé de réception de pure forme, annonçant que le document de l'Association cantonale avait été transmis au « Service com-pétent », nous savons qu'il est trop de suffra-ristes covaijeurs des se serves de étérit la petent », nous savons qu'il est trop de suffra-gistes convaincus dans ce canton, (c'était lui, qui, lors de la pétition suffragiste fédérale d'il y a dix ans, avait, sauf erreur, réuni le plus fort pourcentage de signatures relative-ment au chiffre de sa population) pour que la requête de l'Association cantonale pour le Suffrage n'éveille pas dans l'opinion publi-que un écho sympathique de favorable au-gure.

Et puis, ce qui aussi nous remplit de joie, c'est le renouveau de l'effort suffragiste que marque ce geste. L'on s'est en effet si bien

habitué à répéter partout que ,« le moment n'est pas venu », « qu'il faut attendre des temps meilleurs...» qu'un trop grand nom-bre de nos groupements se sont laissés glisser dans une douce inertie, voisine de la paresse ou du défaitisme. La décision de Genève en 1937 de lancer l'initiative populaire qui va très prochainement être déposée en Chancel-lerie a été la première manifestation d'un in-dispensable redressement; la requête de Neudispensable redressement; la requête de Neu-châtel en est une seconde. Quelle sera la troi-

E. GD.

P. S. Petit exemple de la valeur des arguments que l'on nous oppose: alors qu'à Genève, on nous déclare que nous avons été imprudentes en demandant par notre initiative les droits politiques complets, la Suisse Libérale, elle, ne peut assez reprocher aux suffragistes neuchâteloises de vouloir procéder par étapes: « quand on s'estime privé injustement d'un droit, écrit-elle, il faut le revendiquer non pas par morceaux mais entièrediquer non pas par morceaux mais entière-ment ». Maxime que nous dédions à nos critiques genevois.

Un service civil pour les jeunes filles?

Mlle R. Neuenschwander, présidente de la Fédération des Sociétés féminines bernoises et de longue date directrice du Bureau bernois d'orien-tation professionnelle, a bien tenu à le spécifier: ce sujet, elle ne l'a abordé qu'en y ajoutant un point d'interrogation, donc en posant une question à laquelle les années qui viennent, le résultat de discussions approfondies et d'études, des expéniences aussi, faites sur terrain cantonal, vont peut-être mais *peut-être* seulement apporter une réponse affirmative...

Pour cette étude toutefois, il convient de dêbarrasser le terrain de notions plus ou moins con-fuses, et plus ou moins exactes, et de se rendre clairement compte de ce que l'on entend par ces mots: service civil. Il ne faut pas confondre en effet cette formation civique, cette préparation à la vie et aux tâches qu'elle comporte dans la famille, dans la vie conjugale ou professionnelle dans la société, avec l'année domestique de ser-vice que le III^{me} Reich impose depuis 1934 aux jeunes filles peu douées, ni avec le service civil introduit en Bulgarie en 1932, et suspendu dès 1933, sans que des résultats appréciables aient été obtenus ; ni même avec la proposition assez proche comme inspiration du système allemand formulée en 1922 par feu le conseiller national Waldvogel, et à laquelle les Sociétés féminines Waldvogel, et a laquelle les Societes reminines firent opposition, n'en voyant pas les possibilités pratiques d'application; ni encore avec les camps de travail pour jeunes chômeuses, comme il en a été introduit dans d'autres cantons. Et il faut aussi, et nous y insistons, parce que nous avons été frappées au cours de ces discussions à Neuchâtel de constater combien nombre de fem-mes étaient incapables de s'élever jusqu'à des idées générales, ne pas confondre éternellement éducation civique et enseignement ménager, et répondre par un programme de cours de cuisine et de raccommodage à la demande d'un enseignement moral autant que pratique, d'une forma-tion du caractère et d'une orientation de l'esprit, bien davantage que d'une habileté manuelle de

mestique. D'ailleurs, ce service domestique obligatoire que le bon M. Waldvogel prévoyait il y a plus de 15 ans, est-il indispensable à notre jeunesse fé-minine suísse? M^{he} Neuenschwander, bien placée comme elle l'est pour connaître cette question à fond, ne semble pas le penser. L'organisation scolaire ménagère est excellente chez nous, puisque 22 cantons et demi sur 25 possèdent des écoles de travaux manuels, d'enseignement ména-ger ou professionnel, dont la fréquentation n'est obligatoire, il est vrai, que dans les cantons de Vaud, Fribourg et Zurich. D'autre part, l'ap-prentissage ménager dont la valeur morale est certaine, est bien organisé dans de nombreuses villes. Mais fout ceci, cela est clair, ne suffit pas, à préparer la jeune fille à sa future tâche au foyer, et il y faut autre chose.

(La suite en 3me page).

Les femmes et la chose publique Votation fédérale du 27 novembre

La votation du 27 novembre représente un effort que le peuple suisse attend depuis long-temps de son Gouvernement: l'adaptation de la Constitution fédérale aux mesures fiscales in-dispensables, la légalisation des dispositions que nous imposent la crise et les menaces de

Au mois de juin dernier, le Conseil National a repoussé un projet financier plus complet à une seule voix de majorité, donc presque au hasard. Dès lors les représentants des groupes parlementaires ont mis sur pied un projet financier transitoire, qui réglera constitutionnellement et pour une période de trois ans quelques principes nouveaux et certaines pratiques introduites jusqu'à présent au moyen de la clause d'urgence. Les Chambres ont adopté ce projet au mois de septembre, et dimanche prochain, c'est l'électeur qui dira le dernier mot. Voici sommairement le contenu du projet: Au mois de juin dernier, le Conseil National

1. L'art. 34 quater de la Constitution, con-1. L'art. 34 quater de la Constitution, con-cernant l'assurance vieillesse et survivants, doit ètre complété par les dispositions transitoires suivantes: de 1939 à 1941 le produit de l'im-position du tabac et de l'alcool — environ 45 millions — n'alimentera pas le fonds des assurances sociales, mais directement la caisse fédérale. La Confédération s'engage par contre à mettre à disposition des cantons et d'institutions d'utilité publique, pour chacune de ces années, 18 millions en faveur des vieillards, des veuves et des orphelins, ainsi que des personnes âgées réduites au chômage par la crise. D'autre part, durant cette période, la fortune du fonds de l'assurance-vieillesse et survivants s'augmentera de ses intérêts.

2. La contribution fédérale de crise — qui devait se terminer en 1938 — est prorogée jusqu'à la perception d'un impôt fédéral de la défense nationale à durée limitée, mais pas au delà de 1941. La Confédération affectera exclusivement sa part du produit de la contri-bution au service des dépenses extraordinaires pour la défense nationale.

3. La durée de l'arrêté est limitée à trois ans.



Pearl BUCK

l'auteur de ces admirables livres sur la Chine, à qui vient d'être décerné le prix Nobel de littérature. C'est sauf erreur la troisième femme romancière qui obtient ce prix, les deux autres étant S. Lagerlöf (Suède) et S. Unset (Norvège).

Assemblée fédérale examinera chaque année s'il est possible d'atténuer la réduction des subventions fédérales légales et des traitements

L'attitude des partis nous montre que si le projet passe, ce ne sera pas sans opposition. Les groupements de la droite sont d'avis que le programme financier fait trop de concessions à la gauche; et la gauche estime que le projet est insuffisant et qu'il retarde la mise en vigueur d'une assurance-vieillesse. Ceci semble indiquer que le projet est conforme à une ligne moyenne sur laquelle l'entente

Contre la prostitution

C'est avec soulagement que l'on a appris C'est avec soulagement que l'on a appris dans tous les milieux de Genève qui se préoc-cupent de la lutte contre la prostitution que le projet de loi sur la moralité publique, dé-posé au Grand Conseil par M. Muller-Dumas, député de l'Union Nationale, avait été, dès la première séance de la Commission parlemen-taire chargée de l'examiner, retiré par son auteur, vu l'impossibilité juridique de son ap-plication, et vu aussi la prochaine entrée en vigueur du Code pénal suisse.

Nous ne doutons pas que ce projet ne fût nspiré des meilleures intentions — de celles inspiré des meilleures intentions — de celles dont l'enfer est pavé. Nous avons entendu comme son auteur les plaintes constantes de ceux qui s'effraient du nombre que l'on affirme croissant de prostituées qui hantent nos rues, et contre lesquelles l'on ne cesse de réclamer des mesures de police. Mais nous sommes absolument persuadée que ce n'est pas en emprisonnant la prostituée, que ce soit pour six mois ou trois ans, dans une maison d'internement, que l'on arrêtera la vague d'immora-lité dont en se plaint. Car tant que subsistera nement, que l'on arrètera la vague d'immoralité dont en se plaint. Car tant que subsistera la démande, l'offre se produira. Tant qu'il y aura des hommes, jeunes gens ou hommes faits, pour profiter des malheureuses qui s'offrent — et d'ailleurs la loi actuelle du 30 mai 1925 donne les moyens de réprimer tout scandale sur la voie publique — ils en trouveront sur leurs pas, et toutes les ordonnances, toutes les interdictions — que l'on ne peut s'empècher de qualifier de naïves, comme celle que prévoyait M. Muller-Dumas — ne serviront à rien. La prostitution étant un mal social, c'est donc par des mesures sociales qu'il

faut la combattre. Par des mesures préven-

faut la combattre. Par des mesures préventives: éducation morale des deux sexes, réveil du sentiment de responsabilité des parents, dépistage dès l'école des déficiences mentales, organisation des loisirs, suppression ou tout au moins diminution du nombre des dancings et autres lieux de cet acabit, meilleures conditions de travail, salaires normaux — M. Anet, député socialiste, n'a-t-il pas révêlé au cours de ce débat du Grand Conseil, qu'il existait à Genève des usines où les ouvrières touchaient 40 centimes de l'heure: 3 fr. 20 par 'jour, 70 fr. 40 par mois, ce qui est un pur scandale. — Par des mesures curatives: police féminine, création de maisons de réadaptation à la vie normale, poursuite impitoyable des souteneurs, entremeteurs, tenanciers et tenancières de maisons plus ou moins clandestines. Car il est aussi teurs, tenanciers et tenancières de maisons plus ou moins clandestines. Car il est aussi souverainement înjuste que totalement inf-ficace de ne s'attaquer, sous prétexte de re-mède, qu'à une seule des parties en cause et la plus faible: la femme, en laissant échapper les autres. La lutte qu'il faut mener, c'est contre la prostitution, et non pas contre la prostitutée.

prostituée.

Les Associations qui, à Genève, se préoccupent de ces problèmes, telles le Cartel d'Hygiène sociale et morale et l'Association abolitionniste sont persuadées de cette vérité. Elles étaient prètes à intervenir dans ce sens auprès de la Commission du Grand Conseil. Et l'on peut être certain que si elles ont salué le retrait du projet Muller-Dumas, elles n'en continueront pas moins à suivre attentivement tout ce qui, dans notre ville, touche de près ou de loin à cette si grave et si douloureuse question. reuse question.

E. GD.